



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

<http://www.ei-ie.org>

RÉGION
EUROPÉENNE-
CSEE

Présidente

Christine BLOWER

Vice-présidents

Odile CORDELIER
Walter DRESSCHER
Paula ENGWALL
Andreas KELLER
Galina MERKULOVA
Branimir STRUKELJ



5, Bd du Roi Albert II,
9^e étage
1210 Bruxelles, Belgique
Tél. +32 2 224 06 91/92
Fax +32 2 224 06 94
secretariat@csee-etuce.org
<http://www.csee-etuce.org>

Directeur européen

Martin RØMER

Trésorier

Mike JENNINGS

CSEE

Comité syndical européen de l'éducation Région européenne de l'IE

Bruxelles, le 14 mars 2013

Déclaration du CSEE en soutien à l'action syndicale du 14 mars 2013

Le CSEE souhaite exprimer son soutien plein et entier à la campagne de la Confédération européenne des syndicats (CES) en vue de promouvoir le Pacte social et de s'opposer aux mesures d'austérité et au chômage des jeunes à l'occasion de la marche organisée le 14 mars 2013 à Bruxelles.

En ce jour où se réunissent les chefs d'État et de gouvernement européen à Bruxelles, le CSEE veut envoyer un message fort à ceux qui pensent que l'austérité est la solution pour sortir de la crise. L'austérité n'a pas généré de croissance. Elle n'a pas créé de nouveaux emplois et elle n'a pas renforcé le modèle social européen.

Des économistes de premier plan ont reconnu que l'assainissement budgétaire en Europe a contribué à un ralentissement de l'économie et le Fonds monétaire international (FMI) a d'ores et déjà admis que son argumentation en faveur de l'austérité reposait sur des prévisions discutables. Opérant une volte-face complète, le FMI a publié en octobre 2012 dans les *Perspectives de l'économie mondiale*¹ une analyse montrant que le processus prévisionnel était clairement erroné en ce qui concerne le lien entre l'austérité et la croissance économique. Le FMI admet que le multiplicateur budgétaire – qui mesure l'impact de la politique budgétaire sur la croissance – de 0,5 se situait, en fait, dans la fourchette comprise entre 0,9 et 1,7 depuis la grande récession de 2009. En d'autres termes, pour chaque euro de réduction budgétaire, la contraction de l'économie peut atteindre 1,7 €, ce qui prouve que les « faucons du déficit » ont tout à fait tort. Dans ce rapport, le FMI reconnaît que « des coupes claires dans les dépenses ou des hausses massives des impôts peuvent déclencher un cercle vicieux de chute de l'activité et de hausse du taux d'endettement, entraînant en fin de compte une diminution du soutien politique à l'ajustement ». En conséquence, l'austérité doit cesser.

Le CSEE appelle les autres membres de la Troïka, à savoir la Commission européenne et la Banque centrale européenne, à admettre que les politiques d'austérité reposaient sur une thèse erronée. En effet, l'austérité ne peut être maintenue si l'on veut que l'Europe sorte de cette crise prolongée dans laquelle elle se débat. Le CSEE appelle les dirigeants européens et les décideurs nationaux à remplacer l'austérité par des mesures favorisant une croissance forte et des investissements accrus dans l'éducation et les jeunes.

L'Europe a besoin de négociations collectives libres et d'un dialogue social renforcé, tel qu'il est envisagé dans le Pacte social de la CES. Elle a besoin d'investir dans l'éducation pour assurer son avenir et d'un changement de politique pour prendre ses distances avec son passé.

Le modèle social européen doit être renforcé. Plus de 400 juristes européens spécialisés en droit social et du travail ont signé un manifeste² protestant contre « une attaque

¹ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/02/pdf/text.pdf>

² <http://www.etui.org/fr/Actualites/Des-juristes-appellent-les-dirigeants-europeens-a-respecter-les-droits-sociaux>

« systématique contre les négociations collectives » et des « changements draconiens du droit du travail ». Le CSEE appelle les dirigeants européens réunis aujourd'hui à Bruxelles à écouter la voix unique du mouvement syndical européen. Le moment est venu de clore le chapitre de l'austérité et d'ouvrir la porte à la croissance et à l'investissement dans l'avenir de l'Europe : ses jeunes.

Les coupes dans les budgets de l'éducation dans plusieurs pays d'Europe à la suite de la crise économique et financière ont gravement porté atteinte aux salaires, aux conditions de travail et à la sécurité d'emploi du personnel enseignant et certains gouvernements et pouvoirs publics les prennent pour excuse pour poursuivre d'autres objectifs politiques.

Cette situation menace l'avenir de tous les élèves et l'avenir de l'Europe. Le CSEE appelle les institutions européennes et les gouvernements à maintenir et à augmenter le niveau des investissements publics dans l'éducation à tous les niveaux afin de garantir une éducation de qualité – un droit humain et un bien public – est disponible pour tous.

Le CSEE invite instamment les institutions européennes et les gouvernements à considérer les syndicats d'enseignants comme des partenaires égaux en ce qui concerne les développements touchant au secteur de l'éducation et à leur octroyer un rôle central et permanent dans le processus décisionnel national et européen pour l'élaboration des politiques de l'éducation dans le cadre du dialogue social et des négociations collectives aux niveaux national et européen. Les syndicats d'enseignants, qui sont les gardiens d'une éducation publique de qualité, méritent d'être entendus.